

RENCONTRES ANIMATION FORMATION

3 et 4 décembre 2009

Angoulême

Synthèse des débats

Sommaire

Note de l'auteur	2
Plénière 1 - Les attentes des entreprises / Les ambitions des écoles	3
Plénière 2 - Formation continue : le dispositif piloté par l'Afdas et le ressenti des entreprises	5
Atelier 1 - Améliorer la lisibilité de l'offre de formation	7
Atelier 2 - Les fragilités de l'industrie de l'animation	10
Plénière 3 - La question de l'anticipation : marchés et techniques	12
Atelier 3 - Créer un « réseau des formations » ?	16
Atelier 4 - Un enjeu fort de formation continue : la maîtrise des technologies	18
Plénière 4 - Premières conclusions, perspectives ouvertes...	24

Note de l'auteur

Vous trouverez ci-après une relation des travaux menés lors de la première édition des Rencontres Animation Formation d'Angoulême. Ce document n'est ni une synthèse à proprement parler, ni un verbatim intégral. Il ne rend certainement pas justice à la vivacité et à l'intensité des échanges, non plus qu'à la forte implication de tous les participants, qualités qui figurent à mon sens parmi les réussites de ces Rencontres.

En dépit de ses imperfections, il a peut-être le mérite de marquer une première borne sur le chemin d'une réflexion commune sur les questions de la formation à l'animation. Ce caractère commun est évidemment tout l'enjeu des Rencontres...

René Broca

Plénière 1 - Les attentes des entreprises / Les ambitions des écoles

Intervenants :

Christian Arnau/EMCA
Marie-Anne Fontenier/Supinfocom
Bruno Gaumetou/Neomis Animation
Alexis Lavillat/Normaal Animation
Frank Petitta/Georges Méliès
Modérateurs : René Broca & Marcel Villoing

Marie-Anne Fontenier : *Les écoles ressentent un besoin d'échanges avec les professionnels.*

Les fondamentaux, la spécialisation

Plusieurs représentants d'écoles ont insisté sur la nécessité d' "enseigner les fondamentaux". Sont réaffirmées la primauté du métier sur l'outil, l'importance de développer une sensibilité artistique, la nécessité d'apprendre à travailler dans un cadre collectif, mais aussi la technicité associée à ces métiers.

Les écoles revendiquent leur caractère professionnalisant, intègrent la notion de productivité, tout en aspirant à une meilleure vision des besoins du secteur.

Est également formulée l'idée de la coexistence nécessaire de formations de durées différentes.

Un studio exprime ce qui pourrait être le principe directeur d'une politique de formation approuvée par les meilleures écoles : "Aujourd'hui, on a besoin de techniciens qui ont des bases fondamentales qui leur permettent d'évoluer".

Plusieurs interventions de studios visent à expliciter leurs besoins :

- en les différenciant, selon qu'ils travaillent pour le marché de la télévision ou du cinéma ;
- en insistant sur les contraintes budgétaires ;
- en regrettant une trop forte spécialisation des formations ;
- en relevant la différence de temporalité entre écoles et studios ;
- en s'interrogeant sur la nécessité de former des réalisateurs ou assistants.

Le besoin exprimé est celui d' "exécutants talentueux" : les ingrédients : culture et technicité.

La question du taux de placement

Plusieurs écoles – en général celles qui ont de bons résultats en la matière – cherchent à déterminer le taux de placement de leurs étudiants quelques mois après la fin de leur formation.

Mais tout le monde relève la volatilité du secteur – due notamment au statut d'intermittent – et plusieurs plaident pour une évaluation sur le long terme, supposant une collaboration étroite entre formations et professionnels.

Le débat est l'occasion pour un représentant local du Pôle Emploi de poser la question de la cohérence et de la complémentarité entre formation initiale et formation professionnelle continue.

Une initiative régionale est évoquée : un kiosque emplois mis en place par 16 000 images à Angoulême.

La question du titre et de la réalité du travail

Un studio résume une réalité largement partagée : il existe souvent un écart important entre le titre attribué à la formation et les fonctions que les entreprises vont réellement confier aux étudiants au sortir de l'école.

Plusieurs écoles défendent l'utilité de leurs titres - conformité avec les homologations RNCP, repères pour les familles... - et font aussi remarquer que le titre délivré in fine ne doit pas masquer la diversité du parcours pédagogique qui y conduit.

Les jeunes, les vieux, l'excellence

Premières variations – il y en aura d'autres dans les autres sessions - sur le thème du coût du travail, moindre pour les jeunes, et des difficultés subséquentes des personnels plus âgés, dont l'expérience et l'expertise restent cependant indispensables.

Plaidoyer d'un studio surtout actif dans le long métrage pour la recherche de l'excellence, condition de l'emploi dans le contexte de concurrence internationale, et donc pour une sélection forte dans les écoles. Protestations d'une école qui interprète cette exigence comme un élitisme condamnable et une sous-estimation de la diversité du paysage professionnel.

Au passage, des chiffres sont cités : 215 écoles en Europe, et 1115 dans le monde (source AWN).

Appel du même studio à un fonctionnement en réseau, facilitant les transferts de personnels de l'un à l'autre.

La question du film de fin d'études

Plusieurs intervenants mettent en cause l'importance exagérée à leurs yeux du film de fin d'études dans certaines formations, au détriment de la formation aux métiers ; d'autres relèvent que le film de fin d'études n'est pas nécessairement pertinent quant à la qualité des étudiants. Les défenseurs du film de fin d'études réitèrent l'argument traditionnelles : apprentissage du travail en équipe.

Harmoniques diverses de fin de session

Développer des passerelles entre les formations

Développer des solutions technologiques numériques pour conserver le travail en France.

Plénière 2 - Formation continue : le dispositif piloté par l'Afdas et le ressenti des entreprises

Intervenants :

Jacques Bled / Mac Guff Ligne

Kris Ludhor / Afdas

Jean-Louis Rizet / ETS

Magali Rofidal / Imaginove

Hervé Barot / Conseil régional Poitou-Charentes

Modérateurs : René Broca & Marcel Villoing

Kris Ludhor a exposé les principes et grandes lignes du dispositif de FPC. Quelques rappels étaient sans doute bienvenus : huit itinéraires différents pour accéder à la formation ; le secteur de l'animation représente environ 3,6 millions d'euros en termes de collecte, mais 8 millions d'euros en termes de charges de formation. La plupart des participants auront appris à l'occasion de cette intervention la création, depuis janvier 2009, d'un nouveau « guichet » : le FPSPP (Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels), qui succède au FUP (Fonds unique de péréquation) en élargissant ses missions. Ce sont 13 % du budget Afdas (donc 13 % en moins pour l'Afdas) qui vont au FPSPP.

D'où un rappel formulé par Philippe Couteux (CFDT) : *le guichet Afdas est celui où les entreprises viennent récupérer leur argent : c'est l'argent des producteurs qui le finance. L'Afdas est la propriété des entreprises et des salariés ; et une mise en garde : Attention à ne pas mettre l'Afdas dans un grand tout (le FPSPP) ! L'Afdas est un lieu qu'il faut défendre, parce que c'est un lieu identitaire.*

Un tableau général est dressé de la situation des studios, qualifiée aujourd'hui de plus complexe : dans un contexte de concurrence toujours plus rude, un niveau de performance « mondial » (= américain ?) est requis, les outils devenant eux-mêmes plus nombreux et plus complexes. D'où l'absolue nécessité de la FPC, qui doit répondre à une spécialisation et une taylorisation accrues.

Un studio a insisté sur une difficulté récurrente : l'existence de guichets différents et les problèmes associés de gestion de populations très hétérogènes. La question du guichet unique a donc pu être posée publiquement, et a bénéficié d'une attention positive des représentants nationaux et régionaux de l'Afdas, comme de responsables territoriaux.

La FPC fonctionne bien, mais elle mériterait de trouver des financements complémentaires, selon un autre studio, qui estime que, lorsque ses outils sont concernés, l'éditeur de logiciels devrait contribuer financièrement aux coûts de formation et mettre à disposition des formateurs. En 3D notamment, la situation d'un éditeur en situation de quasi monopole, en mesure de facturer des coûts de maintenance « hallucinants », est jugée anormale par plusieurs. En 2D, dit un autre, le « plan de formation » ne mérite pas ce nom : ce n'est souvent que le catalogue des possibilités du logiciel. Le triangle de la FPC (financeur, formateur, studio) devrait devenir un quadrilatère avec l'adjonction de l'éditeur de logiciels. L'hypothèse est avancée d'un pourcentage du prix de vente des logiciels qui aille à la FPC...

Le même studio regrette que certains métiers ne soient pas bien identifiés, y compris en formation initiale, notamment ceux liés à la gestion du pipe-line, du middle management à l'« agent de maîtrise ». Appel est lancé à une « fédération des studios pour mener à bien certaines formations, avec l'aide de l'Afdas. Il faudrait mutualiser la demande. »

Plusieurs studios reprennent le thème de la formation au sein des entreprises : certains jugent que ce serait le seul moyen d'adapter contenus et méthodes aux besoins, tout en reconnaissant n'en avoir guère – ou pas – les moyens ; d'autres en dénoncent l'illusion, les impératifs quotidiens de la production venant à tout moment contrarier l'action de formation...

Un troisième studio évoque des plans de formation inadaptés proposés par l'éditeur de logiciel, et l'obligation subséquente d'assumer seul une formation en interne.

Un formateur fait observer que, lorsque une action de formation est jugée insuffisante ou décevante, c'est qu'il a manqué au préalable une évaluation plus fine du besoin. Un « véritable » organisme de formation doit être capable d'évaluer les niveaux de choisir les intervenants, etc. Apparition en filigrane de la notion d'« ingénierie de formation », qui intégrerait en effet une analyse fine du besoin, et en déduirait le dispositif de formation adéquat.

L'Afdas déplore de ne plus retrouver plus les organismes de formation initiale dans la FPC : «une collaboration de leur part pourrait apporter une vraie valeur ajoutée». Plusieurs écoles évoquent des difficultés – d'ordre surtout matériel – à répondre à cet enjeu. L'Afdas estime également que les entreprises ont insuffisamment recours aux Contrats de Professionnalisation et aux Périodes de Professionnalisation, qui pourraient se révéler adaptés à certains besoins exprimés. L'ignorance de ces dispositifs semble répandue parmi les entreprises...

Le Pôle de compétitivité Imaginove signale que, depuis 2007, existe en Région Rhône-Alpes un programme d'accompagnement à la FPC pour les membres d'Imaginove (Imaginove Compétences). Ont été mises en place des formations adaptées (cofinancées à 50 % par l'Etat) : transversales ou spécifiques (mocap, notamment). Soit environ mille heures de formation par an.

Pour la FPC, Imaginove travaille entre autres avec les écoles de formation initiale (la Poudrière, notamment). Imaginove agit comme une interface entre l'Afdas et les entreprises de la région.

La formation de demandeurs d'emploi en Poitou-Charentes représente 70 millions d'euros pour 13 000 stagiaires formés.

Il existe un accord-cadre régional pour les métiers du spectacle : un accord régional avec Pôle Emploi offre la possibilité de mise en place de formations sur demande ; un accord régional avec l'Afdas permet le cofinancement de FPC dans le domaine des métiers du spectacle.

Atelier 1 - Améliorer la lisibilité de l'offre de formation

Intervenants :

Valentine Roulet/ CNC
Annick Teninge/la Poudrière
Bernard Gabillon/ESAAT
Marie-France Zumofen/Gobelins
Modérateur : Marcel Villoing

Etablir la carte du paysage de la formation est une nécessité, qui demandera sans doute du temps et de l'énergie. Les RAF ont permis l'expression de la prise de conscience du problème global, à partir, pour commencer, de l'expression des situations individuelles, ce dont témoigne le verbatim allégé ci-après. RB

Marcel Villoing : La certification RNCP (Répertoire national des certifications professionnelles) permet de définir le référentiel de compétences. Pour déposer un dossier au RNCP, il faut un minimum de trois promotions pour vérifier l'insertion. Ce qui est moins bien, c'est le niveau de certification. L'intitulé de la formation est important pour arriver au niveau 1. Former des « animateurs », comme aux Gobelins, ne permet pas de mener au niveau 1. Pour cela, il faut former des « réalisateurs ».

Pierre Hénon (Ensad) : La lisibilité des formations passera par le LMD. Quels contenus ? Quels sont les processus de validation ?

Marie-France Zumofen (Les Gobelins) : Les Gobelins proposent une formation de « Conception-réalisation de films d'animation ». Les étudiants deviennent en fait des animateurs, puis des directeurs d'animation, aux salaires élevés. Nous avons obtenu le niveau 1 (niveau de compétences et de salaires). Mais ce n'est pas une formation bac + 5, c'est en fait une formation bac + 3.

Philippe Couteux (CFDT) : La grille LMD vaut pour les diplômes nationaux. Ça ne nous regarde pas. Le RNCP donne une vitrine aux écoles qui ne sont pas nationales (Les Gobelins, par exemple).

Bernard Gabillon (Esaat) : Dans le cadre de notre DMA (Diplôme des métiers d'art), un étudiant peut obtenir un master après un ou deux ans en séjour Erasmus.

Valentine Roulet (CNC) : Dans le cadre du ministère de la Culture, il existait une commission de reconnaissance qui donnait accès à une labellisation. Très peu d'écoles ont demandé cette labellisation et la commission a été supprimée. Une nouvelle commission de reconnaissance, plus efficace, est actuellement mise en place. L'offre de formation s'étant élargie, les écoles sont en demande de reconnaissance. Cette commission prendra en compte différents critères, tels que la qualité de la pédagogie, le matériel mis à disposition, la sécurité, etc.

Annick Teninge (La Poudrière) : La Poudrière est née d'une initiative privée. Le programme est conçu et mis en place par les gens à l'initiative du projet. Après cinq ans, nous avons déposé un dossier auprès de cette commission de reconnaissance. La constitution du dossier a été assez lourde. Il fallait justifier la pertinence des intervenants extérieurs, passer par une évaluation de la pédagogie, justifier nos choix,

expliquer la procédure de sélection... Il y a eu une demande de l'expert de modifier la procédure de sélection en intégrant des gens ayant un regard plus extérieur : réalisateurs de documentaires, experts en art brut, etc.

Marcel Villoing : Peut-être y a-t-il eu un déficit d'information par rapport à cette commission de reconnaissance ?

Annick Teninge : Le dossier était très lourd. On nous a aussi posé des questions sur la pérennisation du financement de la formation.

Renaud Jungmann (Lisaa) : Le Lisaa est reconnu à travers la DAP (Délégation aux arts plastiques). Il faudrait pouvoir donner des passerelles d'accès à d'autres écoles. Il faut des points de comparaison.

Philippe Couteux : Quelles voies pour arriver aux écoles de formation initiale ? Quelles prépas ? Ce sont des questions importantes, tant pour les candidats aux formations que pour leurs familles.

Bernard Gabillon : L'Esat décerne un DMA cinéma d'animation, sous tutelle de l'Education nationale, comme l'Ecole Estienne et Sainte-Geneviève (il existera bientôt deux autres DMA cinéma d'animation, l'un à Marseille, l'autre à Clermont-Ferrand). Bientôt, ce seront 75 étudiants (15 par école) qui sortiront chaque année d'un DMA cinéma d'animation.

On part sur des fondamentaux que l'on considère comme acquis (design, arts appliqués...).

C'est un diplôme national reconnu par l'Etat.

On forme des assistants de réalisation, des assistants décor, compositing...

On souhaiterait une labellisation évolutive. Un archaïsme : pas d'accès au LMD. On souhaiterait avoir une formation bac + 4.

Le but des DMA n'est pas de faire des prépas pour Les Gobelins, Supinfocom et autres écoles. Certes, 50 % des étudiants sortant du DMA vont vers ces formations-là, mais 50 % entrent directement dans la profession.

La scolarité est totalement gratuite. On souhaiterait encourager ça. L'Education nationale devrait avoir ce rôle-là.

Marie-Hélène Tramus (ATI Paris 8) : Chez ATI, nous accueillons notamment des étudiants qui viennent des Gobelins, des DMA ou d'ailleurs, qui poursuivent leurs études dans l'enseignement supérieur. Et c'est gratuit.

Marie-France Zumofen : Les Gobelins sont une formation consulaire.

A partir d'octobre 2010, nous mettons en place une formation d'animateurs 3D à Annecy, avec Citia.

Le critère essentiel des formations Gobelins est le taux de placement. Ce sont des formations non diplômantes, sauf à s'associer avec des universités. Ce sont des formations professionnalisantes : les étudiants entrent directement dans le monde professionnel.

Nous proposons également des formations en alternance, qui présentent l'avantage de la gratuité pour l'étudiant et l'entreprise.

Franck Petitta (Ecole Georges Méliès) : Nous proposons aussi une licence professionnelle en alternance. C'est une formation publique axée sur la R&D.

Marie-France Zumofen : Les écoles, et notamment Les Gobelins, obtiennent une certaine visibilité grâce aux films de fin d'études des étudiants, même si cela ne démontre pas la qualité de la formation.

En conclusion, je crois qu'il faudrait clarifier les pré-requis, clarifier les métiers de sortie, et clarifier le titre de la formation.

Philippe Couteux : Qu'est-ce qui empêche les « bonnes écoles », qui se connaissent, qui vont bientôt fonctionner en réseau, d'établir une charte de qualité ?

Atelier 2 - Les fragilités de l'industrie de l'animation

Intervenants :

Jacques Bled/Mac Guff Ligne
Marie-Pierre Journet/Moonscoop
Kris Ludhor/Afdas
Anthony Combeaux/2 Minutes
Modérateur : René Broca

Des besoins explicites

Les studios expriment un certain nombre de manques, pour la série comme pour le long métrage, et dont certains sont spécifiques à celui-ci ou à celle-là :

- des storyboarders sachant se servir de l'outil informatique
- des professionnels au niveau de la phase Animatique
- des équipes de production, de management
- des directeurs et des chargés de production formés aux diverses techniques de fabrication
- des professionnels formés au cross-média
- des designers formés spécifiquement à la 2D numérique

- L'anglais doit être plus largement et mieux maîtrisé : ce n'est pas un « plus », mais une nécessité.

- Sont également évoqués des besoins de formation à l'accompagnement psychologique des équipes en difficulté. D'une manière générale, il est constaté le défaut d'une culture (et des compétences correspondantes) RH dans les entreprises de l'animation.

- Un studio s'interroge sur la notion d' « industrie » : si l'animation vise bien un processus de fabrication de type industriel, elle ne produit pas à l'identique selon un modèle répliquable ; elle doit donc repenser sa chaîne de fabrication d'une production à la suivante, en conjuguant créativité et accomplissement de tâches techniques répétitives. L'absence d'une formation au middle management, déjà pointée, la pénalise dans son effort nécessaire d'industrialisation des tâches non créatives.

- La question de la formation des auteurs : ceux-ci ne sont pas soumis au régime du salariat, et donc exclus du dispositif de FPC.

- L'ignorance des réalités du secteur est vivement déplorée : les entreprises en appellent à une meilleure prise en compte, dès la formation initiale, de l'environnement économique, réglementaire, etc., ainsi qu'à une meilleure préparation des étudiants aux impératifs de productivité.

Mais la question de l'information sur la réalité économique du secteur – ou du moins sur ses tendances – a une autre dimension, cruciale pour les formations. Le secteur se dirige-t-il vers une réaffirmation du processus de localisation du travail, ou à l'inverse vers des délocalisations importantes ? Cette grande question exige des réponses circonstanciées : par formats, par techniques, etc. Les implications sont évidentes pour la compréhension des quantités et qualités des besoins de formation. Le secteur doit indiquer une direction aux écoles.

Cofinancer, coproduire

En matière de FPC, l'Afdas exprime son souhait de renouer une collaboration avec le CNC pour les co-financements, auquel le CNC répond positivement, sous condition d'une clarification préalable du paysage de la formation. Le SPFA abonde dans ce sens, en faveur d'une coproduction de la FPC impliquant également la branche, et insistant sur la notion de formations sur mesure.

Plénière 3 - La question de l'anticipation : marchés et techniques

Intervenants :

Julien Borde/FTV

Philippe Alessandri/TeleImage Kids

Renaud Jungmann/LISAA

Gilbert Kiner/ArtFX

Stéphane Singier/Cap Digital

Marie-Hélène Tramus/ATI

Modérateurs : René Broca & Marcel Villoing

Julien Borde (France Télévisions) : France Télévisions est un bouquet de chaînes qui aime l'animation. Nous venons de reconduire l'accord avec le SPFA pour deux ans complémentaires (jusqu'en 2012). Ce sont mille heures de plus consacrées à l'animation et aux programmes jeunesse (jusqu'à maintenant : 2500 heures), avec des cases d'animation l'après-midi.

France Télévisions coproduit quinze séries d'animation par an (tous types de formats) et quatre longs métrages par an.

Nous nous appuyons contre trois piliers éditoriaux : 1) les grandes adaptations ; 2) les programmes ludo-éducatifs ; 3) les créations originales.

A l'international, on note un accroissement des fictions jeunesse, tiré par Disney. Et ce sont des fictions de qualité. C'est la première grosse concurrence pour les chaînes qui diffusent de l'animation.

Aujourd'hui, il y a aussi de plus en plus d'opportunités pour les enfants d'accéder au multi-écrans (loisirs action-aventure interactifs), et plus seulement à la télévision. De plus en plus de séries sont également conçues pour des univers interactifs. Du coup, la télévision retrouve une fonction fédératrice au sein des foyers.

En ce qui concerne l'adaptation d'univers déjà connus, c'est un mouvement qui est en train de s'internationaliser, notamment dans l'univers du jouet.

La bulle de la télévision interactive est en train de se dégonfler. On va plus vers le cross-média aujourd'hui.

On assiste à une diversification des formats et des cibles. Il y a de moins en moins de 26 x 26'.

Disney, Warner et Nickelodeon dominent le marché et dominent le monde. Il y a, pour l'animation française, une possibilité de diversification par rapport aux Américains. La France est le deuxième marché du monde après le Royaume-Uni (il y a plus de chaînes enfants en France qu'aux Etats-Unis). C'est un marché de plus en plus industrialisé.

Notre principal outil d'anticipation, ce sont les études. On en fait beaucoup, notamment sur le plan qualitatif, sur les nouvelles séries. Les outils d'audience internationaux (type Médiamétrie) sont utiles pour la perception du marché.

L'UER doit pouvoir mieux comprendre le marché international junior pour mieux contrer les Américains.

Il faut faire des séries qui trouvent leur public : développer le développement. Il faut développer le cross-média (par exemple : *Wokfu*).

Une piste de recherche : les programmes hybrides, qui mélangent animation, fiction...

Philippe Alessandri (Télé Images Kids) : Il est difficile d'imaginer ce qui va se passer demain.

Sur le plan technique, il y a de plus en plus de fragmentation et de métissage (2D, 3D, 2D numérique avec Flash et After Effects). Il y a une émergence d'un mélange animation +

fiction. Chez Télé Images Kids, nous avons initié *Street Basketball*, pilote d'une série d'animation incluant du live avec Tony Parker. Il faut surprendre l'audience par des images différentes.

Aujourd'hui, on assiste à un élargissement du public en même temps qu'à une fragmentation de l'audience. Il y a moins de programmes fédérateurs (gros succès d'*Astérix et les Vikings* ou des *Simpsons* sur W9). Nous allons vers des programmes d'animation familiaux, qui vont émerger. L'animation pour adultes va sans doute émerger en France.

Il y a également une émergence du cross-média. Il va falloir développer des images différentes, et c'est un défi pour les graphistes que de décliner des images sur différents supports.

Cela rend les formations plus lourdes. Je crois que nous avons besoin d'une formation initiale généraliste et d'une FPC tout au long de la vie professionnelle pour se former à de nouveaux logiciels.

Le mouvement de relocalisation ne va pas s'arrêter, mais il y a et il y aura des coproductions avec des territoires attractifs comme le Canada, l'Italie, l'Australie...

Bruno Gaumétou (Néomis Animation) : Plus on mélangera les technologies, plus on relocalisera. Les productions sont de plus en plus difficiles à monter, mais je suis optimiste, comme Philippe.

Florent Mounier (2d3D Animations) : Je suis moins optimiste. Cette année, on constate plus de délocalisations. C'est sans doute dû à la crise. Peut-être qu'à long terme, il y aura plus de relocalisations grâce au développement technologique, mais cela prend du temps. Dans les deux ou trois ans à venir, les productions risquent de repartir en Chine.

Laurent Cormier (CNC) : Nous avons fait un choix politique clair en faveur de la relocalisation il y a trois ou quatre ans. On constate néanmoins, en ce moment, une petite tendance à la délocalisation. Est-ce dû à la crise ? Nous devons également veiller à ce que les dispositifs mis en place pour favoriser la relocalisation ne soient pas pervertis.

Stéphane Le Bars (SPFA) : Le choix politique de la relocalisation a été fait en 2004. Entre 2005 et 2008, la synchronisation – rare – du marché français et du marché international, a dynamisé le secteur. Depuis fin 2007, avant-même la crise, les premières difficultés sont apparues sur le marché international. Celui-ci est très complexe, marqué par une raréfaction de la demande internationale et donc du cash mobilisable ; et la concurrence s'est démultipliée.

Mais on n'a jamais autant fabriqué en France que ces dernières années. Il n'y aura pas de retour en arrière, même si l'équilibre est très fragile, très instable. Il faut rester vigilant par rapport aux règles de fonctionnement du système.

Guillaume Hellouin (TeamTO) : Tous les dispositifs sont des conditions nécessaires pour relocaliser. Mais c'est plus compliqué quand on travaille sur des coproductions internationales.

Alexis Lavillat (Normaal Animation) : C'est l'arbre qui cache la forêt. Seulement 10 % de l'animation sont fabriqués en France.

Laurent Cormier : Il y a une majorité de dépenses qui sont faites en France. Mais c'est vrai que 100 % faits en France, c'est plus rare.

Philippe Alessandri : Pour prendre un exemple, sur *Sally Bollywood*, que nous coproduisons avec *Je suis bien content*, 75 % sont faits en France et 25 % en Australie (parce que c'est coproduit avec l'Australie).

Julien Borde : En dix ans, on a assisté à un bond qualitatif spectaculaire de l'animation française.

Dans la première plénière, Philippe Couteux avait demandé quels outils les formations utilisent pour la prospective, la veille technologique ? Quelques éléments de réponse...

Marie-Anne Fontenier : La veille technologique vient entre autres de nos intervenant extérieurs, qui sont des professionnels. Nous allons aussi sur les salons professionnels, assistons à différents colloques et conférences... Nous essayons de voir tout ce qui se fait : nouveaux longs métrages, nouvelles séries...

Marie-Hélène Tramus : L'anticipation est liée à l'évolution des formations. Depuis 25 ans, nous avons toujours évolué. Notre but est de donner une double compétence technique et artistique à nos étudiants. C'est une articulation entre art et technologie, en perpétuelle évolution. Le but a toujours été la création artistique originale.

La formation s'appuie sur une équipe de recherche « image numérique et réalité virtuelle ». Elle est ouverte aux nouveaux outils, aux nouveaux modèles (intelligence artificielle, par exemple). La force d'innovation et de création peut s'exprimer à travers ce croisement entre création et technologie.

Nos doctorants Cifre (Conventions industrielles de formation par la recherche) sont au point de rencontre entre les laboratoires et les entreprises. Au début des années 1990, nous avons des doctorats sur les effets spéciaux ; fin 1990-début 2000, sur les acteurs virtuels ; aujourd'hui, les doctorats portent sur les modifications apportées par le numérique dans les jeux vidéo et/ou l'animation : animation comportementale, intelligence artificielle, 3D temps réel... Les entreprises et les laboratoires s'enrichissent mutuellement.

Gilbert Kiner (Artfx) : Il manquait une formation aux effets spéciaux, et c'est ce manque qu'Artfx essaie de combler. Nous dispensons des formations très techniques, basées sur la culture de l'image. Il s'agit de mettre en place des acquis.

Il existe une vraie communication entre les studios de postproduction et l'école. Nous nous appuyons sur l'anticipation des studios. Pour nous, développer une veille technologique est fondamental (notamment par l'observation de ce qui se fait aux Etats-Unis).

Point essentiel de notre formation : la méthodologie (process, pipeline, workflow). L'important n'est pas le film que les étudiants vont faire, mais la façon dont ils vont le faire. Les étudiants passent facilement d'un logiciel à l'autre. Il faut modifier l'approche des outils, dans le cadre de la formation, pour créer tel ou tel type d'images. Les étudiants ont facilement accès aux outils. Nous avons un partenariat avec les constructeurs, mais c'est très compliqué, surtout avec Autodesk. Nous essayons d'être très proches d'eux.

Nous essayons d'avoir une approche des compétences techniques de demain. Nous poussons très loin certaines technologies (le tracking, par exemple).

Concernant l'anticipation des marchés, nous effectuons une analyse permanente des jeux vidéo, des effets spéciaux, etc. Pour enseigner ça, il est essentiel de former des formateurs.

Pour aller plus loin, il faut une mise en réseau des formations.

Il faut un mélange entre les fondamentaux (culture de l'image) et l'évolution des outils. D'où l'importance de la veille technologique.

On essaie de faire revenir de l'information par les anciens étudiants qui sont en place dans les studios.

Renaud Jungmann (Lisaa) : Il est nécessaire de comprendre les interrogations des professionnels : qu'est-ce qu'on peut faire ensemble ?

Notre troisième cycle (gestion de production et de techniques numériques d'animation) est ouvert aux meilleurs diplômés. Ils travaillent sur du développement de contenus. C'est multi-supports. Ils explorent aussi le champ de la 3D en relief. Les étudiants sont réunis dans un simulateur d'entreprise. Il faut anticiper la demande pour les entreprises qui vont développer du contenu. Notre questionnement sur les contenus, les supports, les métissages, est permanent.

Stéphane Singier (Cap Digital) : Le tracking, la HD, le set up de personnages, tout cela est maîtrisé aujourd'hui.

Sur quoi doit-on se pencher désormais ? Sur :

- le travail collaboratif en réseau ;
- les solutions pour le calcul : le cloud computing ;
- la gestion des comportements de personnages ;
- les nouvelles IHM (interfaces homme/machine) pour l'animation de personnages : les écrans tactiles seront rapidement sur le marché, il faut y préparer les étudiants ;
- la gestion des assets, des droits ;
- les agents conversationnels...

La FPC est une nécessité absolue !

Atelier 3 - Créer un « réseau des formations » ?

Intervenants :

Marie-Anne Fontenier/Supinfocom

Bernard Gabillon/ESAAT

Véronique Lable/Gobelins

Magali Rofidal/Imaginove

Frédéric Cros/Magelis

Modérateur : René Broca

Bernard Gabillon

On observe un mouvement de certains de nos étudiants vers d'autres écoles. Il y a de plus en plus de demandes pour savoir ce qui se passe dans les écoles. Il existe déjà des rencontres entre écoles, mais sur un mode empirique, selon les opportunités offertes par le calendrier (e-Magiciens, Annecy...).

Indice significatif d'une collaboration insuffisante : il n'y a pas aujourd'hui de lien entre les écoles qui délivrent un DMA.

Il faut peut-être opérer un rapprochement avec les écoles d'art.

Marie-Anne Fontenier

Il faudrait miser sur un collectif pour piloter un réseau, et commencer par faire une cartographie des écoles.

Mettre en place une transversalité entre nos écoles, les écoles de design et de jeux vidéo. Cartoon, organise des rencontres avec les écoles étrangères et notamment européennes.

Véronique Lable

Oui il faut créer un réseau des formations : nous sommes prêts pour cela.

Mais les objectifs doivent être clairs et le réseau conserver une taille humaine ; il est aussi important de préserver la diversité de l'offre.

Nous devons apprendre à nous connaître et à travailler ensemble ; nous devons aussi nous faire connaître et reconnaître. Un réseau permettra de se faire entendre plus facilement par les ministères et les institutions, et aussi de se faire entendre à l'étranger.

Nous pourrions mettre en place une veille sur les métiers, également répondre à des appels d'offres pour la FPC (mais les entreprises doivent faire connaître leurs besoins !), partager des expertises, des enseignants, des locaux.

Faut-il attribuer un label ? La question de la lisibilité de l'offre est réelle.

Autre condition : le partage des valeurs, qui sera le vrai ciment du réseau : quel profil de jeunes veut-on mettre sur le marché ?

Magali Rofidal

La démarche d'Imaginove est pragmatique et volontariste : c'est le Pôle de compétitivité qui fait se rencontrer entreprises, écoles et filières. Sur notre territoire, 15 « écoles de l'image », actives dans les secteurs de l'animation, de la prise de vues réelles et du jeu vidéo ont ainsi pu être répertoriées, dans la perspective de favoriser l'ouverture et l'interdisciplinarité. C'est donc un réseau territorial de caractère transversal. Il exige naturellement un gros travail d'animation, et aussi de qualification : il s'agit de répondre à la question de « qui peut et doit en faire partie ? ».

L'action d'Imaginove a conduit à s'interroger sur les métiers, à mieux les identifier, à déterminer ceux qui pouvaient être des « métiers passerelles » entre deux secteurs, et a

généralement permis de renforcer le lien entre écoles et entreprises, dont témoigne un Salon Ecoles/Entreprises d'une journée.

Frédéric Cros

Magelis a d'emblée considéré que la présence d'écoles sur le territoire était une des conditions du développement économique. Il y a aujourd'hui 7 écoles, de statuts et de niveaux différents et nous nous efforçons de structurer cette offre en réseau, à travers une réflexion sur les parcours de formation, également à travers des dispositifs concrets : une conférences des directeurs, des cours communs aux 7 écoles, une association des étudiants, etc. L'objectif est la création d'un campus numérique.

Bruno Gaumetou

Un réseau des écoles est vital pour les entreprises également.

Pierre Hénon

Faut-il réellement créer un réseau de plus ? Nous sommes tous déjà engagés dans divers réseaux de natures différentes.

Alain Abecassis (CNC)

Le réseau des écoles doit être sélectif et s'appuyer pour cela sur le critère du taux d'emploi des étudiants sortant de tel ou tel école. Il est important de distinguer un réseau d'écoles d'un réseau de formations. C'est un réseau d'écoles qui est nécessaire.

Atelier 4 - Un enjeu fort de formation continue : la maîtrise des technologies

Intervenants :

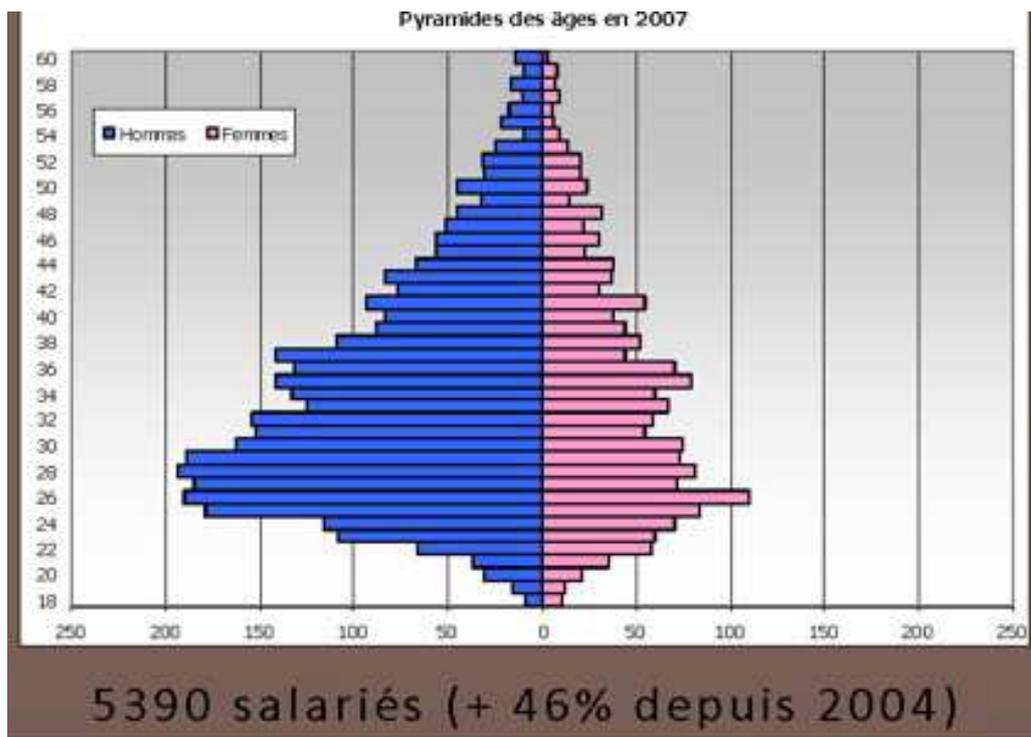
Philippe Couteux/CFDT
Dimitri Granovsky/Georges Méliès
Marie-Pierre Journet/Moonscoop
Loïc Leguen/EMCA
Kris Ludhor/Afdas
Modérateur : Marcel Villoing

Philippe Couteux

Le comité de pilotage de l'étude s'est penché sur une série de données statistiques transmises par AUDIENS. Nous avons tous été frappés par l'ampleur d'une réalité que nous connaissions intuitivement sans l'avoir réellement mesurée jusqu'alors : le déséquilibre des âges dans la population salariée de la branche de l'animation.

En 4 slides, partageons le constat :

Pyramide des âges 2007 des salariés de la branche

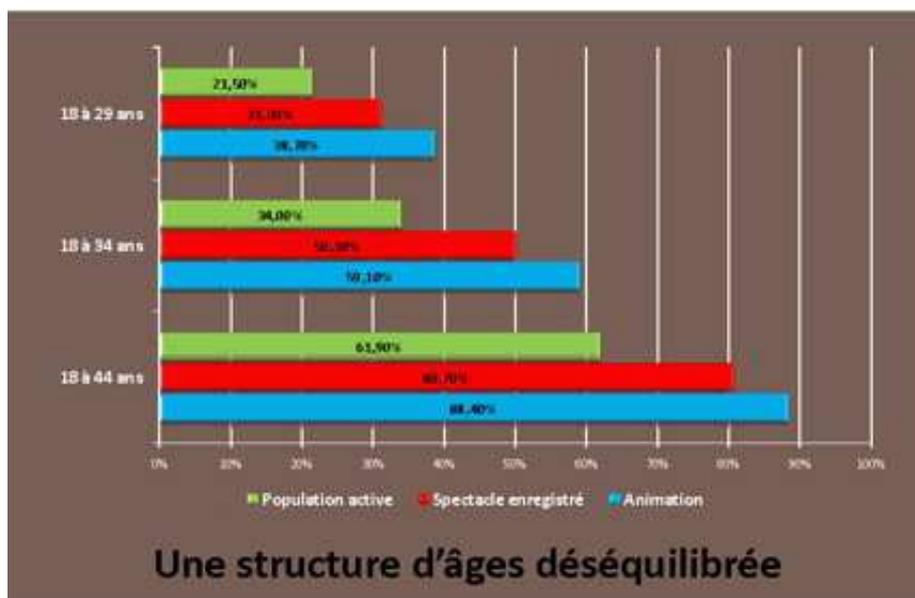


Les

démographes parleraient d'une pyramide en « pagode » avec une partie supérieure étroite, caractéristique d'une faible espérance de vie... ici de vie professionnelle dans l'animation !

Cette structure d'âges est une constante observable au fil des années. L'accroissement important du nombre de salariés entre 2004 et 2007 (3680 à 5390, soit + 46%) n'a fait que confirmer voire accentuer le phénomène.

La montée en charge de l'activité aurait pu (aurait dû ?) s'accompagner d'un déplacement des effectifs d'une tranche d'âge vers la suivante au fil des années successives ; ce n'est pas la tendance. La série est encore très courte (4 ans) mais il est temps de s'interroger.



Le déséquilibre se confirme si on compare avec l'ensemble de l'audiovisuel et surtout avec l'ensemble de la population active française.

Les chiffres de la pyramide des âges que nous venons de voir intègrent tous les salariés de l'animation : permanents, intermittents techniques et artistes (ces derniers représentent 19% des 5390 salariés recensés en 2007).

Pour comparer des choses comparables, j'ai demandé à AUDIENS de ne retenir, dans le spectacle enregistré, que les secteurs « proches » de l'animation : production de films et de programmes pour la télévision, le cinéma, de programmes institutionnels et publicitaires, prestation technique pour la télévision et le cinéma. C'est-à-dire sans tenir compte de la radio et de la diffusion télé qui sont généralement intégrées dans les statistiques du spectacle enregistré. Or, ces 2 secteurs ont une structure d'emploi assez éloignée de celle qui nous intéresse, le poids de l'emploi permanent y est beaucoup plus important.

Enfin, j'ai demandé à AUDIENS d'extraire les artistes de ces chiffres ; la problématique qui nous occupe ne les concerne pas vraiment, et ils ne pèsent pas du même poids dans l'animation par rapport au reste du spectacle enregistré tel que je l'ai défini (19% dans l'animation mais 52% sur l'ensemble du spectacle enregistré). Pour l'ensemble de la population active française, ce sont les données INSEE 2007.

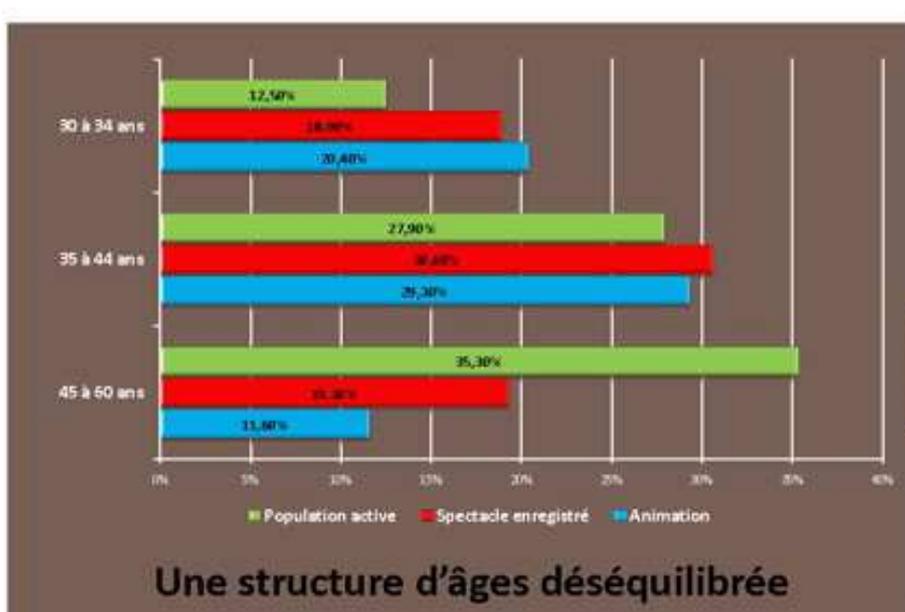
Sur ces bases, voici 2 tableaux :

Le premier nous permet de confirmer l'impression laissée par la pyramide des âges de l'animation :

- Les salariés de – 30 ans représentent 38,70% des salariés de l'animation, alors qu'ils sont 21,50% dans la population active française.
- Les salariés de – 35 ans représentent 59 % des salariés de l'animation, 34% de l'ensemble des actifs.

Même tendance si on élargit la fourchette jusqu'aux – 45 ans : 88,40% des salariés de l'animation pour 62% du total des actifs.

Il est intéressant de constater que l'animation est « en phase » avec l'ensemble du spectacle enregistré, mais avec un déséquilibre encore plus prononcé.



- En isolant les 30-34 ans on retrouve le même étagement que précédemment.
- Sur la tranche 35-44 ans, il est intéressant de constater que l'animation et le spectacle enregistré sont pratiquement rattachés avec la population française.
- Mais sur les 45-60 ans, les « seniors », nos secteurs s'effondrent totalement, alors même que nous savons que la France n'est pas la championne de l'emploi pour cette tranche d'âge. Ils sont 35,30% de la population active française, mais seulement 11,60% dans l'animation.

Dans l'animation, les 45-60 ans sont 3 fois moins représentés que dans l'ensemble de la population active. Il y a décrochage aussi par rapport au spectacle enregistré.

Ancienneté et taux de rotation des salariés dans la branche :



On peut avancer l'idée que la branche est jeune, son développement récent. C'est exact, mais cela n'explique sans doute pas tout et c'est maintenant que nous devons nous interroger sur le devenir et le parcours professionnel de ces salariés très majoritairement jeunes.

Le défi qui nous est lancé est bien celui-ci : cette masse de salariés jeunes aura-t-elle la possibilité de poursuivre sa carrière dans l'animation ?

Nous avons déjà des indices d'une grande difficulté à « vieillir » dans le secteur. L'analyse des données 2004-2007 nous apprend que, sur l'ensemble des salariés recensés au cours des 4 années, 1 sur 2 n'apparaît qu'une année et 1 sur 5 seulement est présent les 4 ans.

Une donnée supplémentaire pour compléter le tableau : la rotation rapide et massive des salariés.

En 2007 :

- 40 % des 5390 salariés recensés (soit 2179) n'étaient pas là l'année précédente.
- 31 % de ceux présents en 2006 ne sont plus là en 2007.

C'est une caractéristique de l'emploi intermittent en général mais nous devons mener une réflexion sérieuse sur cette situation. Sans même être tout à fait certain qu'il existe un noyau dur stable (l'emploi de ce terme est un peu prématuré...), nous observons qu'il existe une proportion énorme de salariés (1 sur 2 selon AUDIENS) qu'il faut bien appeler « occasionnels ».

Ces chiffres sont à mettre en regard de l'investissement (humain et financier) qu'exige une formation initiale... Ils méritent d'être affinés et ce ne serait pas le moindre mérite de ces Rencontres que d'inciter à investir les données brutes pour y voir plus clair. Mais tels quels déjà, ils relativisent l'idée répandue que l'animation s'appuie sur une structure d'emploi plus stable en raison notamment de la durée de fabrication des films des contrats de travail.

En résumé

Selon un modèle classique dans le spectacle, mais de manière plus radicale, la branche de la production de films d'animation puise dans une réserve sans cesse renouvelée de jeunes talents, disponibles, hyper-motivés, dont une partie formée aux meilleures écoles dans le monde.

Malgré le développement du secteur, nous observons qu'une masse hypertrophiée de jeunes salariés se partage un volume d'emploi qui ne peut les occuper durablement.

La question pour nous, participants de ces premières RAF à Angoulême : comment faire de la formation tout au long de la vie un levier plus efficace de la professionnalisation des salariés sur le long terme ? Quels moyens concrets, opérationnels, pouvons-nous imaginer pour tracer de vrais parcours professionnels ? Quels préalables supposent la mise en œuvre de ces moyens ? (prospective, mise en place d'indicateurs pertinents, mutualisation des données emploi des entreprises, mise en commun et capitalisation des bonnes pratiques RH, dialogue entre écoles/studios/partenaires sociaux, mise en œuvre d'une démarche du type « amélioration continue » sur ces problématiques, etc.).

Marie-Pierre Journet (MoonScoop) : Il y a 25 ans, on comptait environ 300 personnes dans l'animation. Où sont-elles passées ? On ne sait pas. C'est un métier d'intermittence et, par là même, un métier très difficile. A chaque production, il y a la nécessité de se

remettre en question. Il faut avoir un mental très fort. Il faut aussi apprendre à gérer son porte-monnaie personnel : il y a des périodes d'activité, puis des périodes de chômage.

Florent Mounier (2d3D Animations) : Il y a aussi des problèmes de déplacement. Nous travaillons beaucoup en télétravail. Les jeunes poussent les vieux. Les vieux ont plus d'expérience. Les jeunes sont moins chers.

Philippe Couteux : Il faut se donner les moyens d'avoir une vision sociale du marché.

Kris Ludhor (Afdas) : J'appuie les dires de Philippe. C'est une vraie photographie. Si l'augmentation des effectifs a été de 46 %, le volume d'heures de travail a évolué, lui, de 56 %. Cela veut dire qu'il y a plus de jours travaillés par personne.

Marie-Pierre Journet : La FPC est essentielle pour les seniors. Du papier et de la gomme, nous sommes passés à la 2D numérique et à la 3D. Mais une formation de remise à niveau équivaut souvent à une baisse de salaire.

Il n'y a pas vraiment de FPC dans les écoles.

Les anciens sont restés 2D (storyboard, layout...) ; quelques-uns se sont tournés vers l'encadrement. Très peu sont allés vers la 2D numérique ou la 3D. Au début, il y a eu une réticence des gens de la 2D à aller vers la 3D.

Il y a une nécessité d'adaptation permanente.

Guillaume Hellouin (TeamTO) : Il faut aussi rappeler que, pendant un certain temps, en France, il n'y avait plus de travail pour les animateurs, d'où peut-être le peu de passage de la 2D vers la 3D.

Marie-Pierre Journet : Peut-on envisager une mise à disposition par les écoles de leurs outils pour les vieux ? Un tutorat anciens/jeunes ?

Philippe Couteux : L'enjeu de la FPC est très fort. Il s'agit notamment de la mise en place des cadres. Il ne faut pas attendre d'avoir 45 ans pour se former.

Comment accompagner les gens entre deux productions, notamment les intermittents ?

On constate également souvent que la formation va aux formés. La FPC concerne essentiellement des cadres et ne porte pas sur les cœurs de métiers. Beaucoup de formations sont des formations aux outils.

Kris Ludhor : Les intermittents n'ont personne avec qui dialoguer pour faire évoluer leurs carrières. Il faut construire un dialogue indispensable entre les différents acteurs.

Gilbert Kiner (Artfx) : Dans la 3D, les gens sont habitués à s'autoformer avec des tutoriaux piratés sur Internet. Pour être engagés par les studios, ils ne peuvent pas dire qu'ils ne sont pas suffisamment formés, sinon ils ne sont pas engagés.

Marie-Pierre Journet : A un moment, il avait été envisagé de mettre sur pied une formation continue à la HD (courte, sur deux jours). Pourquoi n'a-t-elle pu jamais voir le jour ?

Loïc Le Guen (EMCA) : Les gens quittent-ils le milieu par manque de formation ou parce qu'ils cherchent un emploi stable ?

Kris Ludhor : Il existe une solution souple pour les seniors, c'est ce que nous appelons la période de professionnalisation (25 % en formation, 75 % en entreprise).

Loic Le Guen : La notion d'apprentissage tend à disparaître, et c'est dommage pour les vieux. La plupart de mes vacataires sont des anciens élèves de l'EMCA d'il y a dix ans. A mon sens, la FPC est plus adaptée à du sur mesure (répondre aux entreprises sur des demandes de formation à des logiciels, par exemple) qu'à du prêt-à-porter.

Dimitri Granovsky (Ecole Georges Méliès) : Nous nous intéressons de très près à la FPC. Nous allons faire de la FOD (Formation On Demand) pour répondre à la demande des studios.

Il faut mettre en place une formation de formateurs pour former les plus anciens. Les anciens élèves sont intéressants pour former les plus anciens. Les anciens sont très écoutés par les plus jeunes. C'est un apport croisé entre les plus jeunes et les plus anciens.

Plénière 4 - Premières conclusions, perspectives ouvertes...

Robert Richard (président du SMPI Magelis) : Ces rencontres auront été une référence dans le partage de l'information. Elles auront permis la création d'un lien social dans le cadre d'un développement économique et contribué à un équilibre social plus que jamais nécessaire.

Il y aura une suite à ces travaux.

Marc du Pontavice (président du SPFA) : Le succès de l'animation française part du bassin de formation. Il s'appuie aussi sur une collaboration entre les entreprises et les pouvoirs publics. Il y a une demande évidente de structuration du dialogue.

L'animateur, c'est un artiste, un artisan, au service d'une industrie. Il faut développer la notion de chaîne de fabrication, apprendre à travailler collectivement, successivement et rapidement.

Le travail collectif est bien maîtrisé. Le travail successif (à savoir la transmission d'une partie du travail à quelqu'un qu'on ne connaît pas) est moins maîtrisé. Les formations devraient s'en soucier.

Quant à travailler rapidement, on est dans une industrie et il faut apprendre à respecter les délais.

L'animation pour la télévision et le cinéma doit rester la pointe de l'iceberg. Pour cela, il faut des formations généralistes et non une spécialisation. Il faut sécuriser les débouchés et l'avenir des étudiants.

Il ne faut pas oublier l'animation traditionnelle, qui reste importante. Concernant la FPC, il faut faire appel à des professionnels pour enseigner.

Je constate des besoins spécifiques : on manque de builders, de layoutmen, d'animateurs en 2D numérique, de storyboarders... Nous devons recenser les besoins en FPC entre nous, et organiser ces formations en entreprises.

A la suite de ces rencontres, il semble souhaitable de monter un groupe de contact pour porter les différents enjeux de formation.

Kris Ludhor (Afdas) : La formation n'est pas une fin en soi, c'est un moyen au service d'autres finalités.

Les salariés ont besoin d'avoir des perspectives d'évolution. En ce qui concerne l'Afdas, nous devons passer de l'efficacité à l'efficience dès 2010. Nous avons besoin du soutien des collectivités locales pour apporter des compléments non prévus par le législateur. Il est nécessaire d'instaurer un dialogue constructif pour éviter les dysfonctionnements. Il faut mettre en place ensemble des cadres de travail. Il est nécessaire, pour les organismes de formation, de se mettre en réseau. L'Afdas est ouvert pour aider à faire ça. La formation des formateurs est un élément essentiel. Il faut professionnaliser les formateurs.

L'Afdas a besoin de critères pour travailler avec les organismes de formation : démarches qualité, certifications qualitatives...

L'accompagnement de la deuxième partie de carrière est plus que jamais une nécessité.

A quand les prochaines rencontres ?

Laurent Cormier (Directeur de l'Audiovisuel, CNC) : Il est important d'échanger sur ces sujets. Il est donc nécessaire de renouveler ce genre d'exercice.

Nous devons aller vers un renforcement d'une industrie de création. Tous les maillons de la chaîne sont essentiels.

Je souscris totalement à la création d'un réseau d'écoles. Voyons comment on peut avancer sur ce terrain-là.

La nécessité d'un dialogue entreprises-écoles est avérée. Avançons !

La FPC est un sujet compliqué mais nécessaire. Il faut mettre en place un cadre de travail sur ce sujet-là.

Philippe Couteux (CFDT) : Je suis rassuré par les propos entendus durant ces deux journées. La mise en réseau des formations est une bonne idée.

C'est dans les entreprises, à travers le SPFA, que les choses pourront être hiérarchisées.